

CURRICULUM VITAE

Philippe AUVERGNON

Directeur de recherche CNRS (DRCE1)
Centre de Droit comparé du travail et de la sécurité sociale
Comptrasec UMR 5114 CNRS - Université de Bordeaux
Tel 33 (0) 5 56 84 85 42, Fax. 33 (0) 5 56 84 85 12
philippe.auvergnon@u-bordeaux.fr

Philippe AUVERGNON est né le 7 juin 1954 à Agen (France). Lauréat de la Faculté de Droit, Docteur en droit social, Docteur en droit privé, Habilité à diriger les recherches, Directeur de recherche (DRCE1) au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Il est membre du Centre de Droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (Comptrasec), Unité Mixte de Recherche CNRS 5114 de l'Université de Bordeaux.

Auteur d'articles de doctrine en droit social, Philippe AUVERGNON a contribué et dirigé diverses recherches contractuelles, parmi lesquelles dans les vingt dernières années : « Droits fondamentaux des travailleurs » (Cameroun/Canada/France, AUPELF-UREF 1995/1997), « Transformations du droit du travail et mutations des institutions de contrôle » (Algérie/France 1997), « Garanties de ressources en cas de discontinuité de l'activité professionnelle » (Mission interministérielle MIRE 1997), « Insertion professionnelle des personnes handicapées » (APF AGEFIPH 1997/2001), « Dialogue social et systèmes sociaux dans la zone euro-méditerranéenne » (programme européen MEDA, 2003-2004), « Le travail pénitentiaire en question » (GIP « Droit et Justice » 2004-2006), « Les fonctions assurées par des inspecteurs du travail dans le système d'administration du travail en Afrique francophone subsaharienne » (BIT 2007), « Conflictualité sociale et nouveau droit des relations collectives » (Gvt de Nouvelle-Calédonie 2008-2009), « Handicap psychique et droit social » (DREES-MIRE 2008-2010), « Leviers et freins au recrutement des personnes en situation de handicap psychique », (PEPS CNRS/IDEX de Bordeaux 2011-2012), « El trabajo decente como respuesta de la OIT a la crisis » (Ministère espagnol du travail, 2011-2013), « Droit du travail dans les colonies », (contrat CPER Pays de la Loire et GIP Droit et Justice, 2013-2015). « L'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap psychique » (IRESP-CNSA 2015-2016), « Drogues illicites et activité salariée » (Conseil régional d'Aquitaine/Mildeca 2015-2017).

Philippe Auvergnon a notamment publié ou dirigé la publication de : Liberté, égalité, fraternité, actualités en droit social (Ed LCF 1990), Le droit social à l'épreuve du SIDA (MSH 1992), Principes et droits fondamentaux en matière sociale (Comptrasec 1994), L'encadrement juridique de la grève en Espagne et en France (Bulletin de droit comparé du travail 1997), Union européenne et cohésion sociale (Ed. MSH 1998), L'Etat à l'épreuve du social (Ed. Syllepse 1998), Droit et emploi en Europe du Sud : la convergence dans la différence (Ed. MSH 2000), L'insécurité de l'emploi, aspects comparatifs (Comptrasec 2001),

Les juges et le droit social, approche comparative (Comptrasec 2002), La contractualisation du droit social (Comptrasec 2003), La représentation collective en droit social (Comptrasec 2004), « Quelle responsabilité sociale pour l'entreprise ? » (2005), Le travail pénitentiaire en question, approche juridique et comparative » (en collaboration avec C. Guillemain, LdF 2006), L'effectivité du droit du travail : à quelles conditions ? (2^{ème} éd. PUB 2008), « Genre et droit social » (2^{ème} éd. PUB 2008), Les régulations sociales en devenir (Chroniques sociales 2008), Emploi et protection sociale : de nouvelles relations ? (PUB 2009), Libertés individuelles et relations de travail : le permis, le possible et l'interdit (PUB 2011), Etude sur les sanctions et mesures correctives de l'inspection du travail (BIT Genève 2011), Droit social et travailleurs pauvres (Bruylant, Bruxelles, 2013), Du droit de la santé et de la sécurité au travail en Afrique subsaharienne (L'Harmattan, 2014), Droit du travail en prison : d'un déni à une reconnaissance ? (PUB 2015).

De l'ensemble des travaux individuels peuvent être dégagés quelques intérêts plus particuliers pour l'intervention de l'Etat dans les relations professionnelles, le droit des conflits, la médiation et la négociation, la comparaison des évolutions des droits espagnol et français du travail, l'impact de la construction européenne en droit social, ou bien encore l'évolution des droits du travail de l'Afrique subsaharienne. D'autres publications, telles celles relatives au droit des coopératives ouvrières de production, à l'emploi des personnes handicapées, à l'impact social du SIDA, à la question du travail en prison, aux « travailleurs pauvres » ou encore à la consommation de drogues par des salariés, semblent assez significatives de choix en matière de recherche ; ces thèmes permettent en effet d'interroger le droit du travail, moins pour en révéler les forces ou pour en dénoncer les faiblesses que pour en questionner les fonctions et finalités (régulation économique, amortisseur social, affichage de règles du jeu voire de valeurs, garanties minimales ou fondamentales individuelles et/ou collectives,...). Ces questions se prêtent, par ailleurs, singulièrement à un questionnement comparatif et à des collaborations interdisciplinaires.

Au cours des quinze dernières années, Philippe AUVERGNON a mené, à la demande du Ministère français de l'Emploi et de la Solidarité, une mission d'expertise et d'appui à la réforme de la législation du travail en Roumanie (1998). Il a été chargé par l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de rapports sur « la conflictualité et le dialogue social à la Martinique » (2000), sur « les relations et conflits du travail en Guyane » (2003). Médiateur désigné dans le cadre de conflits collectifs du travail, il a co-dirigé en 2003-2004 un programme d'actions intégrées franco-espagnol consacré aux « médiateurs et médiations dans les relations professionnelles ». En 2003 et 2004, il a été responsable scientifique et rapporteur de synthèse d'un programme de recherche européen MEDA, coordonné par le *Mediterranean Institute* de Rome, intitulé « Dialogue social et systèmes sociaux dans la zone euro-méditerranéenne ». Conseiller scientifique en 2004-2006 de la session nationale tripartite de l'INTEFP consacrée aux « Nouvelles régulations sociales ». Il a travaillé de 2008 à 2010, à la demande du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, à la réforme du droit néo-calédonien des relations collectives. Il est depuis 2006 expert pour le Bureau International du Travail dans le cadre du projet d'élaboration d'un acte uniforme OHADA portant droit du travail pour dix-sept pays africains.

Philippe AUVERGNON a organisé et animé un séminaire d'été de droit comparé du travail et de la sécurité sociale, de 2000 à 2009, sous le patronage de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale, avec le soutien financier de la Commission européenne. Ce séminaire a réuni durant dix ans, deux semaines par an, une centaine de participants originaires de plus d'une trentaine de pays. Philippe AUVERGNON a été

directeur-adjoint de 1992 à 1997, puis directeur du Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale UMR CNRS 5114 de l'Université Bordeaux IV de 1998 à 2010. Il a été président de la section 36 « Sociologie et sciences du droit » du Comité national de la recherche scientifique de 2008 à 2012. Il était chercheur invité à l'Université Alcalá de Henares-Madrid en mai 2011, rapporteur au Congrès européen de droit du travail de Séville en septembre 2011, professeur invité à l'Université du Chili en janvier 2012 et à l'École nationale d'administration et de la magistrature de l'Université d'Abomey-Calavi en 2013 et 2015.

B – FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Structures, Commissions et jurys du CNRS

- Membre élu du Conseil scientifique interdisciplinaire de l'InSHS du CNRS, membre du bureau (2015-)
- Membre élu de la Commission administrative paritaire des directeurs de recherche (2015-)
- Membre du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS), président de la section 36 du CoNRS (2008-2012),
- Membre de la Conférence des présidents du CoNRS (2008-2012),
- Membre invité du Conseil de département SHS puis du Conseil scientifique de l'Institut national SHS du CNRS (2008-2012),
- Président de la commission d'audition en vue de recrutement de chercheurs contractuels (section 36 personnes handicapée mai 2012), membre de la Commission d'interclassement de la campagne de recrutement de chercheurs par voie contractuelle (28 juin 2012),
- Président de jury d'admissibilité des concours 36 de Chargé de recherche CNRS (2009-2010-2011-2012),
- Président de jury d'admissibilité du concours 36 de Directeur de recherche CNRS (2009-2010-2011-2012)
- Membre du comité de sélection constitué en vue de pourvoir à l'emploi de MCF, profil « Chaire d'excellence Université d'Aix-Marseille / CNRS » (mai 2011),
- Membre de la commission de rédaction du règlement intérieur du CoNRS (2010-2011)
- Directeur du Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale de l'UMR 5114 CNRS- Université Montesquieu Bordeaux IV (1998-2010),
- Membre nommé sur proposition du CNRS de la commission consultative sur la nomination du directeur de l'École normale supérieure (Ulm), MESR novembre 2010,
- Président du jury de titularisation CR personne handicapée CNRS Paris 31 août 2010,
- Membre du comité de sélection constitué en vue de pourvoir à l'emploi de MCF, profil « Chaire d'excellence Université Paris 1 / CNRS » (juin 2010),
- Membre nommé sur proposition du CNRS de la commission consultative sur la nomination du directeur de l'École normale supérieure de Cachan, MESR (juin 2009)
- Membre de jury de concours IE CNRS Cachan (juin 2009)
- Membre du jury de titularisation CR personne handicapée CNRS (septembre 2009)
- Membre du Comité régional de la Formation professionnelle du CNRS (2005-2009),
- Membre du Conseil de direction du GDR CNRS « Droit comparé » (1999-2007)
- Directeur-adjoint du Comprasec URA 976 CNRS (1992-1998)
- Membre du Comité régional d'action économique et social du CNRS, responsable de la Commission « culture » (1988-1993)

Commissions et conseils de l'Université Bordeaux IV devenue « de Bordeaux »

- Membre du comité de gestion du PPF de droit comparé (2000-2011)
- Membre de l'École doctorale « droit », de l'Université Bordeaux IV (2007-2010),
- Président du comité de sélection pour le recrutement de MCF à l'Université de Bordeaux (juin 2009)
- Membre de la Commission de spécialistes de droit privé et sciences criminelles de l'Université de Bordeaux IV (2005-2007)
- Présidence de jury de concours IGE (11-12 septembre 2007)
- Membre invité du Conseil scientifique de l'Université Bordeaux IV (1998-2010)

Commissions et conseils d'autres organismes

- Membre du Conseil scientifique de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ministère du Travail (2011-2015),
- Membre du Comité scientifique de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (2015-)
- Expert du Bureau international du Travail (2006-2015).
- Membre du Conseil scientifique de la Mission « Droit et Justice », ministère de la Justice (2012-2015)
- Expert de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES 2007-2012)
- Membre de la Commission de classement des revues en Droit de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (2010-2012).
- Membre du Conseil scientifique de la MSH d'Aquitaine (2007-2013 démission)
- Expert de l'Agence nationale de la recherche technique (2006-2011),
- Membre du jury du concours de *Catedrático de Universidad de la área de Derecho del trabajo y de la seguridad social en la Universidad de Alcalá* de Henares (Madrid 2011)
- Membre du Conseil de direction du Groupement de Droit Comparé (2007-2010)
- Membre de la Commission « Veille et prospective » du Conseil économique et social et environnemental de la Région Aquitaine (2007-2010)
- Membre nommé du Conseil scientifique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2005-2008)
- Membre de la Commission de réflexion sur la déontologie de l'Inspection du travail, ministère de l'Emploi, Direction générale du travail (2005-2007)
- Membre du Comité scientifique et d'organisation du XXVIème Congrès mondial de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale (Paris 2006).
- Conseiller scientifique de la Session nationale tripartite sur « Les régulations sociales en devenir » organisée par l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP 2004-2006),
- Responsable scientifique et rapporteur de synthèse du programme de recherche européen MEDA, coordonné par le *Mediterranean Institute* de Rome, « Dialogue social et systèmes sociaux dans la zone euro-méditerranéenne » (2003-2004).

Enseignements et formations :

- Responsable du module « Religions, espaces publics et privés » du Diplôme d'université « Droit, société et religion » de l'Université de Bordeaux (2015-)

- Intervenant dans le Diplôme d'université « Santé-sécurité au travail » de l'Institut du travail de l'Université de Bordeaux (2014-2015)
- Responsable de séminaires de DEA de droit social approfondi puis de Master 2 recherche « Droit du travail » et/ou Master professionnel « Droit du travail dans l'entreprise » à l'Université Bordeaux I devenue Université Montesquieu Bordeaux IV, devenue université de Bordeaux... (1984-2015),
- Chargé d'enseignement à l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (1995-2015),
- Professeur invité à l'ENAM de l'Université d'Abomey-Calavi (octobre 2013)
- Professeur invité à l'Université du Chili (janvier 2012)
- Intervenant dans le séminaire de droits sociaux des pays de l'Union européenne de l'Université de San Sebastian (2007-2010),
- Responsable du Séminaire international de droit comparé du travail, des relations professionnelles et de la protection sociale organisé sous le patronage de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale et sur financement de la Commission européenne (Bordeaux 2000-2009),
- Chargé du cours de droit du travail au Centre régional du Conservatoire National des Arts et Métiers (1984-2004)
- Chargé de travaux dirigés et de cours à l'Université Bordeaux I et à l'Université Bordeaux III (1979-1983)

Responsabilités éditoriales :

- Lecteur-évaluateur : « Revue de Droit du Travail », « Droit social », « Travail et Emploi », « Droit et société », ... (2015)
- Membre des comités éditoriaux : de la revue « *Managerial Law* » (2001-2007), du Code Larcier de droit social européen et international (2010-2013), de la Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (2011-2015), de la *Revista Derecho social y Empresa* (2014-2015)
- Directeur de publication du « Bulletin de droit comparé du travail et de la sécurité sociale / publication mentionnée dans la (longue) liste des revues juridiques établie par l'AERES / membre de l'« *International Association of Labor Law Journals* » (IALLJ) et du Réseau européen « Droit et Société » (1998-2010)
- Rédacteur en Chef fondateur du Bulletin de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (1981-1989)